

Aides sociales directes et indirectes (DFAE)

- Quelles sont les simulations proposées par les services pour réviser les taux de base des aides sociales ?

Comme évoqué avec les membres de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger (CPPSFE), la DFAE travaille sur les orientations suivantes pour réviser la méthode de calcul des taux de base :

- la première option s'appuie sur l'utilisation d'indices sur le coût de la vie local transmis par l'agence Mercer (indices de parité de pouvoir d'achat, IPPA), déjà utilisés dans le barème des bourses scolaires. Ces indices seraient appliqués, par exemple, au montant du RSA servi en France (revenu de solidarité active : 646,52€). Le RSA est un minima social qui assure aux personnes sans ressources résidant en France un niveau minimum de revenu, ce qui correspond à la vocation du taux de base utilisé dans le calcul des aides sociales directes servies aux Français de l'étranger. Cependant, un mécanisme de régulation budgétaire devrait être prévu en complément, afin de respecter l'enveloppe budgétaire prévue sur le programme 151. Cette nouvelle méthode présenterait l'avantage d'une équité entre les circonscriptions, mais entraînerait des baisses du taux de base dans 77 circonscriptions, parfois très importantes (-128€ à Los Angeles et San Francisco).

- une seconde option à l'examen consisterait à harmoniser les taux de base entre pays par sous-régions, afin de remédier aux écarts parfois conséquents entre pays voisins, alors que le niveau de vie ou la situation économique ne le justifient pas. A cet effet, afin de disposer de données de comparaison objectives, les services économiques des ambassades et les directions géographiques du ministère ont été sollicités pour transmettre les salaires minimums et moyens pour chaque pays. En appliquant cette méthode, 65 postes voient leur taux de base diminuer, avec des baisses comprises entre -5€ (Islamabad) et -150€ (Ho Chi Minh Ville).

- Quelles réflexions sont menées au sein de la DFAE pour la prise en compte du grand âge ?

Des aides sociales existent pour les personnes âgées résidant à l'étranger et en difficulté, notamment les allocations de solidarité qui permettent de venir en aide à nos ressortissants indigents de plus de 65 ans. Ainsi, 46 % des allocataires d'aides sociales en 2025 ont plus de 65 ans.

Par ailleurs, un recensement des structures en capacité d'accueillir des personnes âgées françaises à l'étranger a été demandé à l'ensemble de nos postes consulaires, afin de disposer d'un état des lieux précis du maillage social à l'étranger et d'identifier les possibilités de maintien sur place lorsqu'un rapatriement en France est exclu ou non souhaité par l'intéressé. Une fois ce travail de cartographie effectué, des possibilités de

subventions, via le dispositif des OLES, pourraient être examinées, certaines de ces structures bénéficiant déjà de subventions à ce titre (Madagascar, Maroc, Tunisie et Venezuela).

S'agissant des personnes âgées indigentes qui souhaitent rentrer en France, celles-ci peuvent, sous conditions, être accueillies dans l'un des dix EPHAD gérés par France Horizon, partenaire de la DFAE.

- Si une charte qui évoquerait les questions d'organisation, de fonctionnement, de principes démocratiques et de contrôles à destination des OLES était proposée dans le cadre des Assises, quels seraient, pour la DFAE, les axes prioritaires ?

Le terme d'OLEs (Organismes Locaux d'Entraide et de Solidarité) ne correspond ni à un statut, ni à un label particulier, mais recouvre de fait, au-delà des sociétés françaises de bienfaisance traditionnelles, toutes les associations françaises ou étrangères qui apportent un soutien social aux Français de l'étranger dans le besoin.

Ces structures sont très diverses, aussi bien en termes de statuts (association, aumônerie, ONG, etc.), de publics (certaines associations ne s'adressent pas spécifiquement aux Français), d'actions menées (aides financières, paniers alimentaires, accompagnement administratif, aide aux pensionnaires en maison de retraite, en internat, etc.), qu'en termes de budget (de quelques centaines à quelques millions d'euros) ou de capacités (certaines associations ne reposent que sur des bénévoles, dont le nombre est variable, tandis que d'autres disposent de salariés).

Il conviendrait donc, si une charte était envisagée, de s'assurer qu'elle ne soit pas trop contraignante pour les structures bénéficiaires qui, dans leur diversité, constituent de précieux partenaires des postes consulaires dans leur action en faveur des Français de l'étranger en difficulté.

Vu de la DFAE, une telle charte devrait rappeler un certain nombre de critères pour pouvoir bénéficier d'une subvention : but non-lucratif, absence de financement de dépenses du personnel d'encadrement au-delà d'un certain pourcentage, bénéfice concret à des usagers français, fourniture annuelle de la liste des bénéficiaires, respect des principes de la République (laïcité) ...

- Recensement des publics en demande d'accompagnement social :
 - Pouvez-vous estimer le taux de non recours à une aide sociale ?

Il n'est pas possible d'estimer le taux de non recours à une aide sociale, dans la mesure où l'inscription au Registre n'est pas obligatoire et où la DFAE n'a pas connaissance du montant des ressources des Français résidant à l'étranger. Parmi les Français inscrits au Registre, 4245 personnes bénéficient d'une aide sociale instruite dans le cadre du CCPAS en 2024.

- Avez-vous connaissance du nombre de français vivant sous le seuil de pauvreté à l'étranger ?

La DFAE n'a pas connaissance du nombre de Français vivant sous le seuil de pauvreté à l'étranger car elle n'a pas connaissance du montant des ressources des Français résidant à l'étranger.

- Pouvez-vous estimer le nombre de personnes pouvant bénéficier d'une catégorie aidée de la CFE ?

Il n'est pas possible d'estimer le nombre de personnes pouvant bénéficier de la catégorie aidée de la CFE car la DFAE n'a pas connaissance du montant des ressources des Français résidant à l'étranger.

Il convient par ailleurs de rappeler que l'adhésion à la CFE est volontaire. Au 31 décembre 2024, on comptait 2173 contrats aidés pour un total de 3617 bénéficiaires.

- Pouvez-vous estimer le nombre d'enfants en situation de handicap ?

Seuls sont connus le nombre d'enfants allocataires d'une AEH (474 au 31/12/2024) et le nombre d'élèves bénéficiant d'un AESH, pris en charge ou non (soit 814 élèves en 2024, selon l'OBEP).